

demarche.numerique.gouv.fr

Démarche : Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport

Organisme : DRIEAT-ILE DE FRANCE-TRANSPORT ROUTIER

Identité du demandeur

Email	
Civilité	
Nom	
Prénom	

Formulaire

Ce formulaire concerne les entreprises qui souhaitent exercer la profession de commissionnaire de transport et qui ont leur siège social en FRANCE.

Vous devez satisfaire aux 3 exigences réglementaires permettant l'inscription de l'entreprise au registre des commissionnaires de transport (article R1422-2 du code des transports).

Assurez-vous que les pièces justificatives que vous téléchargez soient parfaitement lisibles.

Des compléments pourront vous être demandés par la messagerie de demarches-simplifiées.fr.

Vous pourrez nous les transmettre en les téléchargeant sur cette même messagerie.

Une attestation de conformité (AR GREFFE) vous sera délivrée à l'acceptation de votre dossier par la messagerie de demarches-simplfiees.fr

L'activité mentionnée sur l'AR GREFFE doit obligatoirement figurer sur le formulaire rempli pour le greffe du RCS. Transmettez nous votre kbis par la messagerie de démarches-simplifiées.fr

Le certificat d'inscription au registre des commissionnaires sera adressé par courrier à l'adresse du siège social de l'entreprise.

Pensez à indiquer le nom de votre entreprise sur la boîte aux lettres du siège social dès transmission de votre demande auprès de notre service.

Pour les entreprises situées hors ILE DE FRANCE, la demande est à effectuer en ligne via le lien suivant: https://demarches.developpement-durable.gouv.fr/loc_fr/demarche/requestcategory/transport

Engagement du responsable légal

Conformément à l'article R.1422-24 du code des transports, déclare sur l'honneur m'engager à signaler, dans un délai d'un mois à compter de la décision d'inscription de l'entreprise au registre des commissionnaires de transport, à la DRIEA-IF ou la DEAL dans laquelle l'entreprise est inscrite, tout changement de nature à modifier sa situation au regard de son inscription.

Avertissements:

② est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait de présenter sciemment de faux renseignements à l'occasion d'une enquête relative aux conditions d'inscription au registre (article L. 1452-2 du code des transports);

est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport classe le fait de méconfaître les obligations de signalement dans le délai d'un mois ci-dessus (article R. 1452-2 du code des transports).	
Cochez la mention applicable Oui	
□ Non	
Identification de l'entreprise	
Nom commercial utilisé le cas échéant	
Informations du siège ou de son établissement principal en France pour entreprises ayant leur siège à l'étranger	r les
NIC du siège (Le numéro interne de classement (NIC) correspond aux cinq chiffres ajoutés au numéro SIREN de légale pour composer le numéro SIRET d'un établissement) Dans le cas d'une entreprise établie en France	e l'unité
Adresse	
Numéro de la voie	
Type de voie	
Nom de la voie	
Code postal	
Ville	
Département	
Numéro de téléphone	
Adresse Email	
Informations du siège social de l'entreprise étrangère dont le siège soci n'est pas en France	al

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport
Numéro de téléphone
Adresse Email
IDENITIEICATIONI DII DES DESDONISABLE S LEGAL ALIV (1)
IDENTIFICATION DU-DES RESPONSABLE-S LEGAL-AUX (1)
Civilite Mme
<u>М.</u>
Nom
Nom marital
D. Grande
Prénom
Date de naissance
Lieu de naissance
Département de naissance
Nationalité
Adresse
Numéro de la voie
Type de voie
None de la veia
Nom de la voie
Code postal
Ville

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport Département
Numéro de téléphone
Adresse Email
Atteste sur l'honneur Que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, je n'ai fait l'objet d'aucune condamnatio citée au code des transports (Cf articles R 1422-6 et R 1422-7 du code des transports).
Cochez la mention applicable Oui
□ Non
Pays de résidence du responsable légal durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles France
État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen autre que la France
Pays étranger n'appartenant pas à l'Espace Économique Européen
IDENTIFICATION DU-DES RESPONSABLE-S LEGAL-AUX (2)
Civilité Mme
Nom
Prénom
Date de naissance
Lieu de naissance
Département de naissance
Nationalité
Adresse
Numéro de voie

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport
Type de voie
Nom de la voie
Code postal
Ville
Atteste sur l'honneur Que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, je n'ai fait l'objet d'aucune condamnation citée au code des transports (Cf Notice explicative en suivant le lien : https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/commissionnaires-de-transport-conditions-d-acces-a-a12402.html).
Cochez la mention applicable Oui
Non
Département
Numéro de téléphone
Adresse Email
Pays de résidence du responsable légal durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles France
État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen autre que la France
Pays étranger n'appartenant pas à l'Espace Économique Européen
Si le nombre de responsables dépasse 2, renseigner cette rubrique dans le fichier dédié se trouvant dans la section pièces-jointes
NOTA: ces déclarations seront vérifiées ultérieurement par l'administration avec un extrait de casier judiciaire.
IDENTIFICATION DE L'ATTESTATAIRE DE CAPACITE PROFESSIONNELLE ET EXIGENCE D'HONORABILITE
Civilité Mme
Nom

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport
Nom marital
Prénom
Date de naissance
vate de liaissance
ieu de naissance
Département de naissance
Nationalité
Adresse
Numéro de téléphone
Adresse Email
ll atteste sur l'honneur que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, il n'a fait l'o d'aucune condamnation citée au code des transports (Cf. Notice).
Cochez la mention applicable
Oυi
Non
Pays de résidence de l'attestataire durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles France
État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen autre que la France
Il/elle déclare sur l'honneur être présent dans cette entreprise sur une durée par semaine de: En heures par jour travaillé et nombre de jours par semaine
Il/elle déclare sur l'honneur être pourvu(e) de l'autorité et de la compétence nécessaire pour assurer la direction permanente et effective de l'entreprise Cochez la mention applicable □ Oui

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport
□ Non
Pièces jointes
Pièce justificative à joindre en complément du dossier L'acte de constitution de l'entreprise ou les statuts à jour enregistrés, comportant la nomination du ou des responsables légaux, ou le procès-verbal de leur nomination
Pièce justificative à joindre en complément du dossier L'extrait du registre du commerce et des sociétés ou le cas échéant du répertoire des métiers, lorsqu'il est exigé ; c document doit dater de moins de trois mois.
Pour les entreprises en cours de constitution, la production de cet extrait peut être différée d'un délai maximal de trois mois à compter de la date de dépôt de la demande
Pièce justificative à joindre en complément du dossier La copie d'une pièce d'identité (carte d'identité, passeport) de la personne assurant les fonctions de responsable légal de l'entreprise (dirigeant, directeur général, chef d'entreprise, etc.)
Pièce justificative à joindre en complément du dossier Copie de l'attestation ou du certificat ou du justificatif de capacité professionnelle Sauf cas de dispense
Pièce justificative à joindre en complément du dossier Contrat de travail (comprenant la description des missions)
Selon les fonctions exercées dans l'entreprise par la personne assurant la direction permanente et effective de l'activité de commissionnaire de transport
Pièce justificative à joindre en complément du dossier Honorabilite professionnelle (équivalent du casier judiciaire national le cas échéant)
Les personnes résidant en France depuis moins de cinq ans, dont la résidence précédente est située dans un État partie

Les personnes résidant en France depuis moins de cinq ans, dont la résidence précédente est située dans un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, doivent prouver leur honorabilité professionnelle par un document délivré depuis moins de trois mois par une autorité judiciaire ou administrative de ce pays attestant que cette personne y satisfait à la condition d'honorabilité professionnelle telle que définie par le règlement n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, conformément à l'article R. 1422-8 du code des transports.